

Les élections en Bolivie : les défis du troisième mandat de Morales

Roxana Paniagua Humeres

Résumé : Les dernières élections en Bolivie dévoilent un processus social et politique très complexe. Les partis politiques de l'opposition n'ont pas pu faire face à la machine électorale du parti d'Evo Morales qui a emporté les élections avec 61,36 % des votes, obtenant les deux tiers dans les deux chambres. Cet article explique les raisons par lesquelles le MAS a réussi à s'imposer comme force hégémonique, et cela au détriment de l'opposition de droite et de gauche qui n'a pu convaincre la population. Le MAS a su s'imposer dans tout le territoire national et même dans les régions qui faisaient jadis partie de l'opposition. Cela montre en fait que le MAS s'est présenté sur un jour nouveau et a réussi à convaincre et à coopter certains mouvements sociaux et secteurs affairistes. Le troisième mandat d'Evo Morales ouvre la possibilité d'un renforcement du « capitalisme andin amazonien », décrié par certains peuples autochtones, mais qui devrait permettre l'industrialisation du pays. Toutefois, malgré les progrès macroéconomiques, la Bolivie fait face à plusieurs problématiques qui devraient être prioritaires pour le gouvernement dans ce troisième mandat consécutif : la violence faite aux femmes et aux enfants, la question de l'autonomie indigène et le passage d'une économie exportatrice de matières premières à une économie avec de la valeur ajoutée.

Mots-clés : élections 2014 ; Bolivie ; Evo Morales ; partis de droite ; partis de gauche ; hégémonie politique ; Mouvement au socialisme

Resumen : Los resultados de las últimas elecciones en Bolivia revelan un proceso social y político muy complejo. Los partidos políticos de la oposición no pudieron hacerle frente al aparato electoral del partido de Evo Morales, el MAS, que ganó las elecciones con el 61,34% de votos, obteniendo así los dos tercios en las dos cámaras. Este artículo explica las razones por las cuales el Movimiento al Socialismo logró imponerse como fuerza hegemónica en detrimento de la oposición tanto de derecha como de izquierda que no logró convencer y llegar a la población. El MAS se impuso en todo el territorio nacional e incluso en las regiones tradicionalmente opositoras. Esto muestra que, gracias a un discurso moderado, el MAS logró convencer y cooptar a ciertos movimientos sociales y algunos sectores industriales y de la elite comercial. El tercer mandato de Evo Morales debería reforzar el proyecto de « capitalismo andino amazónico » que apunta a la industrialización del país y que es vivamente criticado por los pueblos indígenas. Sin embargo y a pesar de los buenos resultados macroeconómicos, Bolivia debe afrontar problemáticas sociales no resueltas que deberían convertirse en prioridad durante el tercer mandato de Morales : la violencia contra las mujeres y los niños, la cuestión de las

autonomías indígenas originarias campesinas y el paso de una economía exportadora de materias primas a una economía con valor añadido.

Palabras clave: elecciones 2014; Bolivia; Evo Morales; partidos de derecha; partidos de izquierda; hegemonía política ; Movimiento al Socialismo

Depuis le mois de juillet 2014, les sondages d'opinion sur les intentions de vote en Bolivie ne démentaient pas : Evo Morales et son coéquipier Alvaro García Linera pouvaient gagner les élections haut la main, c'est-à-dire au premier tour. Selon les firmes qui sondaient l'opinion des Boliviens et Boliviennes, les chiffres variaient à peine de quelques points, mais le Mouvement au Socialisme d'Evo Morales sortait toujours gagnant. Les intentions de vote depuis le déclenchement des élections ne faisaient qu'augmenter et dans les derniers sondages, Morales arrivait en tête sur l'intention de vote de 59 %, soit quatre points de plus que l'enquête du 15 septembre¹. De son côté, le candidat de l'Union Démocratique, Samuel Doria Medina, passait de 14 % à 18 % (15 septembre 2014). Le candidat du Parti de la démocratie chrétienne, l'ex-vice-président Jorge « Tuto » Quiroga – centre droite — se maintenait alors à 9 % des intentions de vote tandis que le parti de Juan Del Granado, MSM (Mouvement sans peur), ex-allié de Morales, restait à 3 %. Pour sa part, le candidat du Parti vert, Fernando Vargas, obtenait un point de plus que le 15 septembre, soit 2 % des intentions de vote (dernier sondage Mori du 18 au 29 septembre 2014 avec un 2 % de marge d'erreur). Ce sondage montrait que les intentions de vote

s'amélioreraient dans le cas de la formule sortante et du candidat de l'opposition, Samuel Doria Medina, figure importante de l'entreprise privée. Les autres partis maintenaient toutefois les mêmes pourcentages dans les intentions de vote. Cette enquête révélait également que 12 % des Boliviens n'iraient pas voter même si le vote était obligatoire et que 4 % annuleraient leur vote, ce qui faisait en tout 16 % d'abstention. C'est à ce 16 % que les partis de l'opposition ont adressé leurs discours depuis le dernier coup de sonde. Presque 6 millions de personnes se rendaient donc aux urnes le 12 octobre 2014.

Un premier constat s'imposait suite aux intentions de vote, celui selon lequel Morales était le candidat préféré dans les intentions de vote et risquait indéniablement de renouveler son mandat pour la troisième fois. Est-ce que les résultats des élections allaient être identiques? Assurément non, mais tout portait à croire que Morales allait emporter ces élections dès le premier tour (voir *La Razón* du 5 octobre 2014).

Un deuxième constat suite à ces sondages était que le niveau de satisfaction à l'égard de l'administration Morales se portait très bien. 72 % à 75 % disaient que sous l'administration Morales le pays s'améliorait et progressait. L'approbation du gouvernement Morales augmentait lorsque les personnes sondées provenaient des secteurs populaires urbains et de la région rurale : 83 % à 84 % respectivement (voir Ipsos juillet-août 2014). De même, les sondés croyaient que Morales démontrait une énorme capacité à résoudre la pauvreté, les inégalités et le chômage. Au-delà des

¹ À la fin de septembre 2014, qui est la 3^e enquête réalisée par l'équipe Mori. La firme Ipsos a réalisé une autre enquête en même temps et les résultats sont similaires.

chiffres obtenus dans ces sondages, on affirmait aussi que Morales était un chef charismatique. Il faut dire que la campagne électorale du MAS (Mouvement au socialisme) s'est centrée sur l'image de Morales, frisant le culte de la personnalité.

La droite, qui présentait deux partis, l'Unité démocratique (UD) et le Parti de la démocratie chrétienne (PDC), suivait de loin dans les sondages. Le premier parti est une alliance de certains groupes opposants de Morales dans le piémont oriental du pays, dont l'un des représentants est le gouverneur de Santa Cruz Rubén Costas, et d'une partie de la classe affairiste de La Paz, entre autres. Le deuxième est une formation qui s'autoévalue comme étant de centre-droite et dont le candidat, Jorge Quiroga, a gouverné avec l'ex-dictateur Hugo Banzer Suarez. Jorge Quiroga a inscrit sa candidature à la dernière minute, ce qui a affecté et divisé le vote de la droite qui avait réussi de peine et de misère à se regrouper dans l'Unité démocratique.

Par ailleurs, les partis se situant dans le spectre de la sociale démocratie et de la gauche sont le MSM (Mouvement sans peur) de Juan Del Granado et le Parti vert de Fernando Vargas, qui ont eu du mal à se faire une place dans la campagne faute de moyens économiques.

Selon diverses analyses, Morales était le candidat favori et la campagne qu'il avait déployée avec le Mouvement au socialisme risquait de fournir les effets escomptés. Il faut dire qu'il a bénéficié d'une large visibilité grâce à sa position de président du pays. Les opposants ont dénoncé le fait que Morales utilisait les ressources matérielles des institutions étatiques pour sa campagne, mais la vérification faite

par le Tribunal électoral n'a pas abouti à des preuves concluantes qui auraient pu permettre de donner une amende à son organisation. De plus, Morales a bénéficié d'une prospérité économique qui lui a permis pendant les 10 dernières années de réduire la pauvreté chronique de larges couches de la population, surtout autochtone, et de créer une série de programmes sociaux et d'investissements pour les petits producteurs. Un autre élément qui donnait une avance à Morales dans ces élections est qu'il a réussi à convaincre les secteurs industriels et plusieurs membres de la droite et de la gauche sociale-démocrate à se recycler dans son parti et à se proposer comme candidats au sénat et comme députés à l'assemblée plurinationale². Ceci témoignait de l'intention de Morales de montrer son parti sous un jour plus modéré. Tout portait à croire que le MAS voulait présenter un programme modéré de gouvernance et jouer la carte de la continuité, abandonnant dans une certaine mesure ce qui était au centre de leurs préoccupations : la défense de l'environnement, la défense des peuples autochtones, l'importance du communautaire. Le choix de certains candidats n'a pas été bien accepté par les bases du

² En guise d'exemple, Carlos Subirana était candidat à député uninominal pour la circonscription 48 (Santa Cruz). Il fut ministre sous la gouverne de l'ex dictateur Hugo Banzer Suarez. Le candidat député du MAS pour le département de Tarija, Francisco Navajas, membre du Comité civique de Tarija fut un opposant acharné de Morales en 2008. <http://www.paginasiete.bo/opinion/2014/8/1/ahora-quien-podra-representarnos-28209.html> (Consulté le 7 octobre 2014) <http://www.patrianueva.bo/noticias/noticia.php?id=4018> (Consulté le 7 octobre 2014)

MAS, mais la réalité politique l'a emporté sur le mécontentement des bases autochtones. Tout semblait donc indiquer que le parti sortant allait être réélu. La question était de savoir s'il allait être réélu avec une majorité simple ou s'il allait obtenir les deux tiers de la chambre basse et de la chambre haute.

1. Résultat des élections :

Les résultats des élections en Bolivie sont arrivés au compte-goutte. Le tribunal suprême électoral n'a pas respecté la promesse selon laquelle les résultats des élections seraient compilés et dévoilés en 24 heures. Le 26 octobre, 49 lieux de votes des départements de Santa Cruz et d'Oruro se sont rendus à nouveau aux urnes en raison des plusieurs problèmes soulevés lors des élections du 12 octobre. Après cela, les résultats seront finalement dévoilés le mercredi 29 octobre, deux semaines en retard. Toutefois, Evo Morales avait déjà été proclamé vainqueur des élections à partir des votes obtenus à la sortie des urnes par les entreprises Mori et Ipsos, victoire qui au cours des semaines s'est trouvée confirmée par les résultats officiels. Le scrutin officiel a été très long, de sorte qu'il a été vivement critiqué par tous les partis politiques et les observateurs de l'Organisation des États américains (OEA), qui ont dit « que le processus de comptage de votes est extrêmement lent et que l'on a vu une surcharge de travail du personnel du Tribunal suprême électoral ». (*La Razón*, 15 octobre 2014). Ces observateurs ont également suggéré de débattre la possibilité de reprendre le financement des partis politiques. Il faut se rappeler que cette question de financement a été supprimée depuis la loi 2010 avec le scrutin officiel du vote réalisé le 12 octobre à partir de 8 heures du matin jusqu'à 4

heures de l'après-midi, ce qui montre qu'effectivement Évo Morales a été réélu du premier tour. Finalement, la réélection d'Évo Morales a été corroborée d'après 100 % d'actes du scrutin dépouillés. 61,36 % des votes confirme cette élection, résultat qui montre une augmentation de deux points par rapport aux prévisions des maisons de sondages.

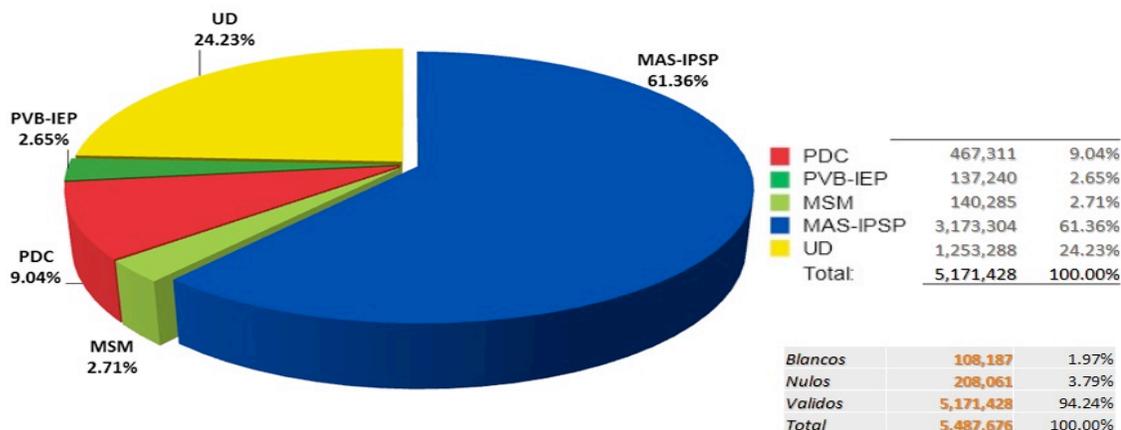
Le parti Unité démocratique de Doria Medina a obtenu 24,23 % des votes, 6,49 points de plus de ce que prévoyait les sondages d'opinion. Le Parti de la démocratie chrétienne de Jorge Quiroga a obtenu 9,04 %, résultat similaire aux sondages d'opinion. Les deux autres partis se trouvant dans l'éventail de la gauche ont obtenu presque les mêmes pourcentages prévus dans les sondages. Le MSM (Mouvement sans Peur) de Juan del Granado a obtenu 2,77 % des votes tandis que le Parti vert de Fernando Vargas, ancien leader du mouvement qui s'opposait à la construction d'une route traversant un territoire protégé, le TIPNIS, a obtenu 2,6 %. Ces deux petits partis risquent de perdre leur statut légal, car ils sont en deçà du 3 % exigé par la loi électorale.

Source : *Tribunal Supremo Electoral*, La Paz Bolivia, 30 octobre 2014.

De toute évidence, les résultats consolident le vote pour le MAS même si ce parti n'a pas obtenu ce qu'il désirait, soit 70 % des votes. Avec 61,36 % des votes, le MAS s'assure des deux tiers de l'Assemblée législative, ce qui lui permettra d'avoir un grand contrôle des politiques publiques. Il se trouve toutefois en deçà des résultats obtenus en 2009, qui s'élevaient à 64 % de votes. Par ailleurs, ce parti a gagné dans 8 départements sur 9, ce qui le rend plus



ELECCIONES GENERALES 2014 RESULTADOS FINALES DE COMPUTO NACIONAL Y EXTERIOR PARA PRESIDENTE Y VICEPRESIDENTE



Actas computadas: 28,603 de 28,603
100% de 100%

présent dans presque tout le territoire national, hormis évidemment dans le département du Beni au Nord-est du pays. Le département du Beni a voté majoritairement pour Doria Media et son colistier Ernesto Suarez, originaire du Beni et opposant farouche de Morales. Les départements de la *Media Luna* (Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija) qui s'étaient caractérisés par leur opposition souvent violente à Morales de 2006 à 2009 ont vu tout même afficher une augmentation des votes en faveur du MAS. On

avait vu déjà aux élections de 2009 que le département de Tarija³ virait vers le vote en faveur du MAS. On assistait aussi à l'addition de deux départements de plus : Pando et Santa Cruz. Le MAS consolide donc sa présence dans tout le territoire

³ Tarija est l'ancien fief de Mario Cossio, aujourd'hui en exil volontaire au Paraguay et accusé de corruption et de détournement des fonds publics.

national. Ceci a constitué une des stratégies du MAS, qui n'a pas hésité à coopter plusieurs mouvements et organisation sociales. Ce qui est du jamais vu est le virage du vote à Santa Cruz où le parti réélu a obtenu 49 % des votes, pourcentage largement supérieur à celui de 2009 qui se chiffrait à 40,91 %. De même, au département du Beni, le vote en faveur de Morales a augmenté du 37,66 % en 2009 à 41,49 % en 2014. Cette augmentation n'a cependant pas suffi à celui-ci pour être élu dans ce département où l'Unité démocratique a obtenu 51,44 % de votes. Les gains obtenus à Santa Cruz et à Pando ont toutefois été aux dépens des départements occidentaux qui votaient beaucoup plus majoritairement en faveur de Morales en 2009. Le département de La Paz qui, en 2009, avait voté à 80,29 % en faveur de Morales, a affiché cette dernière élection un taux de vote de 69 % en faveur du MAS. On voit en ce sens une réduction des appuis au département d'Oruro qui en 2009 avait

noté à 79,46 % en faveur de Morales alors qu'aujourd'hui les suffrages donnent seulement un 66 % de votes. De manière générale, le vote montre, d'une part, que le parti au pouvoir a réussi à capter des secteurs de la population qui se trouvaient autrefois dans l'opposition, et d'autre part, que certains secteurs de la population, surtout ceux de la partie occidentale du pays, ont donné leur vote aux autres partis de l'opposition issus des partis traditionnels d'autrefois.

Dans les élections de 2005, le MAS était majoritaire (54 % des votes) dans les départements de La Paz, Chuquisaca, Oruro, Potosí et Cochabamba. Dans les élections de 2009 (64 % des votes), il a reçu en plus l'appui du département de Tarija. Aux élections d'octobre 2014 se sont ajoutés l'appui de Pando et celui de Santa Cruz. Le seul bastion qui, comme je l'ai signalé plus haut, n'a pas voté en sa faveur a été le département du Beni; malgré quoi, le MAS a tout de même augmenté sa présence dans ce département.

Le MAS a obtenu 25 sénateurs et 88 députés dont deux appartenant au Mouvement sans peur et au Parti vert en raison de leur perte de statut légal. Le Tribunal suprême électoral a décidé d'octroyer ces sièges au parti de Morales selon ce que stipule la loi. (Voir le tableau 1).

La deuxième force dans les deux chambres est l'Unité démocratique de Doria Medina avec 9 sénateurs et 32 députés, le troisième parti qui a réussi à élire des députés et sénateurs est le PDC (Parti de la démocratie chrétienne) avec 10 députés et 2 sénateurs respectivement. Les deux grands perdants dans ces élections se sont les partis de la gauche qui

n'ont pas réussi à maintenir le 3 % obligatoire comme nous l'avons souligné.

Tableau 1

PARTIS	DÉPUTÉS	SÉNATEURS	%
MAS (Mouvement au Socialisme)	88	25	61,36 %
UD (Unité démocratique)	32	9	24,23 %
PDC (Parti démocrate chrétien)	10	2	9,24 %
MSM (Mouvement sans peur)	-1		2,71 %
PV (Parti vert)	-1		2,65 %
TOTAL	130	36	

Source : Élaboration propre avec les données officielles du Tribunal Supremo Electoral, 20 octobre 2014

2. Que montre le résultat électoral?

Les résultats électoraux montrent plusieurs éléments intéressants à souligner : 1) le MAS constitue le parti qui a réussi à imposer son hégémonie politique dans tout le pays, incluant le département et les circonscriptions où il a perdu (Beni et la circonscription 1 de Chuquisaca, entre autres); 2) la victoire du MAS dans les régions autrefois opposantes s'est faite grâce aux alliances avec la classe affairiste – auparavant dans l'opposition –, qui a bénéficié depuis au moins un an des projets de développement, des prêts et de stabilité économique. Cette opposition, surtout de droite, a été anéantie et a peine à se constituer en bloc hégémonique non seulement dans ses propres régions, mais aussi au niveau national; 3) la gauche a été balayée sinon

cooptée par le MAS afin qu'il n'y ait pas d'opposition critique importante; 4) le projet du MAS de construire un « capitalisme andin indépendant » est en voie de se réaliser grâce aux alliances avec les élites plus « nationalistes » de l'Est du pays.

- 1) Hégémonie du MAS au niveau national : Selon le résultat de ce scrutin, le MAS a donc réussi à se consolider comme parti hégémonique qui gouverne la Bolivie depuis 2005. Le MAS qui à l'époque avait obtenu un résultat surprenant au premier tour (54 % de votes en 2005) a réussi à s'imposer comme un parti devant amener des réformes constitutionnelles et du régime économique. Le premier mandat de Morales et de son parti a été marqué par l'Assemblée constituante et la nationalisation des hydrocarbures. Pendant son deuxième mandat de 2009, le MAS a consolidé, à travers l'appui infaillible de plusieurs organisations sociales faisant partie de ce qu'on a appelé le *Pacto de Unidad*⁴, des politiques sociales permettant à plus de 2 millions de Boliviens et Boliviennes de

⁴ Le *Pacto de Unidad* (Pacte d'Unité) fut composé en 2006 par la CSUTCB (La confédération unique de travailleurs paysans de la Bolivie), la Confédération Nationale des paysannes *Bartolina Sisa*, la Confédération des peuples originaires et autochtones de la Bolivie (CIDOB), Confédération des Communautés interculturelles de la Bolivie (CSCIB) et la Confédération nationale d'Ayllus et Markas du Qullasuyu (CONAMAQ). La CIDOB et la CONAMAQ ont retiré leur appui au MAS en raison du conflit en 2011 sur la construction d'une autoroute qui devait traverser un territoire protégé, le TIPNIS. Grâce aux mobilisations contre ce projet, Evo Morales a dû rebrousser le chemin et le mettre aux rancarts. Mais la méfiance de ces organisations a perduré de sorte qu'aujourd'hui Morales ne peut pas les considérer comme des alliés « naturels ».

sortir de la pauvreté absolue. Le MAS a consolidé ses politiques grâce aux deux tiers de représentation dans l'Assemblée législative. Depuis le 12 octobre, le MAS vise à consolider son programme d'industrialisation du pays toujours en s'appuyant sur les deux tiers obtenus lors des élections. L'industrialisation du pays se fera grâce, entre autres, à l'appui d'une fraction de l'autrefois droite organisée dans la région de la « Media Luna » (surtout de Santa Cruz et Tarija).

- 2) L'élite bolivienne, en particulier celle qui se trouve dans les départements de Santa Cruz et du Beni, a succombé au réalisme politique. Une fraction de cette élite a appuyé le MAS tandis que l'autre n'a pas voulu tisser des alliances avec l'élite de La Paz ou de Cochabamba. Lors de la période préélectorale, on a vu de manière frappante les différences et divergences entre les groupes du pouvoir de l'ancien régime. C'est pourquoi ces groupes n'ont pas pu se consolider et s'allier pour contrecarrer le parti au pouvoir. Les élites sont de toute évidence préoccupées par des problématiques d'ordre régional et par des intérêts qui ne leur permettent pas d'assoir une alliance entre elles. Elles ont annoncé des pourparlers pour les élections municipales et départementales qui se dérouleront en mars 2015, mais tout porte à croire qu'elles auront du mal à se rejoindre. La fraction ayant appuyé le MAS a élu des députés et des sénateurs à La Paz sous cette bannière. Pourquoi la droite ne parvient-elle pas à se consolider? Des facteurs psychologiques, idéologiques et pragmatiques

pourraient expliquer cela.⁵ Les facteurs d'ordre psychologiques auraient trait au refus de la droite de croire qu'elle peut vaincre le gouvernement. Idéologiquement, la droite représente un éventail allant de la droite modérée à la droite radicale, ce qui ne lui permet pas de trouver des points communs, par exemple en 2008 lorsque l'objectif commun était de « faire tomber l'Indien ». Les raisons pragmatiques s'expliquent en ce que certains dirigeants préfèrent maintenir leur pouvoir régional plutôt que de se lancer sur la scène nationale. C'est le cas par exemple de Ruben Costas, gouverneur de Santa Cruz, qui alors qu'il s'était allié avec Doria Medina pour les élections pour le gouvernement départemental du Beni, s'est désisté au moment où il aurait fallu faire l'alliance au niveau national. Enfin, on peut dire que la droite est aujourd'hui une droite désarticulée incapable de proposer un projet national. Toutefois, il faut faire attention avec la fraction qui s'est intégrée au MAS, car elle peut à long terme agir en tant que groupe d'intérêt laissant tomber les principes politiques et d'intérêt public et les principes du MAS.

- 3) Par ailleurs, le centre gauche avait deux organisations : le Parti vert et le Mouvement sans peur. Celles-ci n'ont pas pu faire passer leur message et ont été littéralement balayées du spectre politique face à l'appareil de propagande

⁵ Fernando Molina. Conversatorio de análisis político: « Gobierno/Oposición : Estrategias de alianzas e intercambios políticos hacia la contienda electoral 2014 ». Proyecto de fortalecimiento democrático-PNUD. Santa Cruz de la Sierra, 5 septiembre 2013. http://www.gobernabilidad.org.bo/images/documentos/documentos-de-trabajo/Elecciones_de_2014_fernando_molina.pdf (Consulté le 30 octobre 2014).

du MAS. Elles n'ont pas pu maintenir leur 3 % d'appui stipulé par la loi. Mais, au-delà de ces organisations politiques, les mouvements ou organisations sociales de gauche qui s'opposent au MAS n'ont pas un poids important dans la vie politique. Ils participent parfois à des blocages de routes ou à des manifestations, mais ne forment pas une masse critique pouvant leur permettre une prise du pouvoir pour remplacer le MAS. Le MAS a dans tous les cas coopté beaucoup d'organisations de base. Par ailleurs, une donnée intéressante dans ces élections est que les femmes ont réussi, indépendamment de leur appartenance politique, à intégrer dans la campagne électorale une critique à l'égard des comportements machistes des dirigeants, sous le slogan *machistas fuera de la lista*. Un candidat de l'Unité démocratique a dû démissionner et pour cause : la violence à l'encontre de sa conjointe. Plusieurs candidats du MAS ont été critiqués par ces femmes à cause de leur intervention visiblement machiste sinon misogyne, mais ils sont restés dans leur poste. Et même Morales qui s'est permis des commentaires machistes a été critiqué de sorte qu'aujourd'hui, il fait attention ne serait-ce qu'à son langage. Bref, la critique à l'égard du MAS provient des secteurs de la population qui se sont sentis délaissés par les politiques du MAS plutôt que des organisations politiques de la gauche.

- 4) Enfin, avec cette élection, le MAS, s'il respecte son plan de match, devrait entamer le troisième cycle de la « révolution culturelle » dont Evo Morales parlait, c'est-à-dire l'industrialisation du pays à travers la construction des nouveaux pôles industriels tels que ceux de Bulo-Bulo

(département de Cochabamba) ou de la construction d'une centrale d'énergie nucléaire. Révolution qui en principe devrait conjuguer les savoir-faire boliviens avec ceux du monde capitaliste. Ce faisant, le MAS pourra parvenir à ce que Garcia Linera a appelé la consolidation du « capitalisme andin amazonien ». Selon les données macro-économiques, la Bolivie se porte très bien et elle espère une croissance annuelle pour l'année 2014 de 6,3 % et cela avec le calcul de la baisse du baril de pétrole.

3. Les défis ou ce que le MAS devrait faire dans son nouveau mandat :

Les programmes sociaux tels que le bonus Juancito Pinto ou Juana Azurduy de Padilla ont été décriés comme *asistencialistas*, car ils mènent selon certains (*Soliz Rada 2014, Prada Alcoreza 2014*) à la dépendance de grands secteurs de la population. Toutefois, en ce qui touche les politiques macro-économiques, la Bolivie semble s'en tirer sans trop de problèmes. Effectivement, elle a réussi à stabiliser l'inflation, à renflouer les réserves internationales, à accroître le PIB par personne et à réduire la pauvreté. La croissance estimée pour cette période est la plus haute de la région, 6,3 %. Le défi en matière de l'emploi reste la création de postes de travail dans les secteurs plus sûrs que le secteur informel. De même, dans le *Plan de développement*, le gouvernement Morales s'est engagé à « combattre depuis ses fondations les profondes inégalités sociales et l'inhumaine exclusion opprimant la majorité de la population bolivienne, particulièrement la région

indigène [...] ».⁶ Tel que le soulignent plusieurs organismes internationaux, dont la Banque mondiale par l'intermédiaire de son économiste en chef, Augusto de la Torre, la Bolivie a réussi dans les dernières années à augmenter la qualité de vie de ses citoyens⁷ ainsi qu'à faire émerger une nouvelle classe moyenne. La mission du Fonds monétaire international qualifiait de « très positif » le déroulement de la macroéconomie bolivienne et saluait également les mesures gouvernementales pour réduire la pauvreté. Le troisième mandat devrait servir, comme le souligne Morales, à consolider l'étape de l'industrialisation du pays, et cela malgré l'opposition qu'il pourrait rencontrer dans ses propres bases autochtones. Morales et le MAS veulent que la Bolivie devienne un pôle énergétique majeur et comptent pour cette raison investir dans l'exploration des futurs gisements de pétrole ou gaz naturel. L'industrialisation du lithium constitue aussi un des axes de cette politique énergétique que Morales veut développer en Bolivie. Mais les critiques de Morales soulignaient que la Bolivie devrait abandonner complètement la dépendance à l'extraction des ressources naturelles et stabiliser un système de production et d'industrialisation qui permettrait la création d'emplois de qualité (80 % des travailleurs se

⁶ *Plan Nacional de desarrollo*, junio 2006, p. 10. <http://www.planificacion.gob.bo/sites/folders/documentos/plan.pdf> (Consulté le 20 octobre 2014).

⁷ Journal *Los tiempos* de Cochabamba. http://www.lostiempos.com/diario/actualidad/economia/20140830/banco-mundial-aconseja-impulsar-la-productividad_272155_597584.html (Consulté le 22 septembre 2014). Voir aussi *La republica* <http://www.larepublica.ec/blog/economia/2013/10/24/bo-livianos-salen-de-la-pobreza-segun-el-banco-mundial> (Consulté le 23 septembre 2014).

trouvent dans le secteur informel – commerçants, mineurs, agriculteurs qui ne payent pas d'impôt et qui n'ont pas droit aux prestations sociales).⁸

Un autre défi et non pas le moindre repose sur la mise en vigueur de la Loi contre la violence faite aux femmes et aux enfants. La loi 348⁹ a été promulguée en mars 2013 et peine à se mettre en pratique. La Bolivie est un pays qui enregistre le plus haut taux de la région en ce qui concerne la violence sexuelle (15,2 % selon l'ONU en 2014) faite aux femmes et aux enfants. Selon Celia Taborga de l'ONU-femmes, quatre femmes sur dix ont souffert de la violence sexuelle et, tous les trois jours, une femme meurt sous les coups de son conjoint. Mais la violence se traduit également par la violence physique et psychologique (*La razón*, mars 2004). Même si le « féminicide » comme figure pénale est incorporé dans la loi, les homicides restent impunis (il y a eu 125 féminicides en 2013). Il s'agit donc d'une violence spécifique à l'égard des femmes qui est condamnée par la loi, mais que les opérateurs de la police, juges et autres services n'arrivent pas à contrer de sorte que l'impunité des agresseurs règne au pays (80 % des cas de violence sexuelle n'ont pas été résolus selon les données de l'ONU-Bolivie en

2014).¹⁰ Le gouvernement doit s'attaquer à ce fléau, car il existe malgré les lois un problème social majeur et un mépris flagrant des femmes et des enfants.

Un autre point qui constitue, selon moi, un élément à résoudre est la question des autonomies indigènes, car le Tribunal constitutionnel retarde l'octroi de ces autonomies¹¹. Il s'agit d'un non-sens, car il s'oppose à ce qui avait été invoqué dans la Constitution politique plurinationale du pays. Pour que le pays soit véritablement un pays plurinational, il faut que les autonomies indigènes voient le jour. Depuis que la loi a été promulguée en 2010 (Loi-cadre sur les Autonomies) le processus de décentralisation et

¹⁰ Voir entre autres *La razón* du 7 mars 2014 www.la-razon.com/index.php?url=/sociedad/ONU-impunidad-violencia-politica-sexual_0_2010998907.html (Consulté le 3 novembre 2014). Également, *Página Siete* du 6 mars 2014 www.paginasiete.bo (Consulté le 3 novembre 2014). Mais aussi : <http://www.oxfam.org/es/paises/bolivia-combate-la-violencia-contra-las-mujeres> (Consulté le 3 novembre 2014) et *El País* de Espagne http://internacional.elpais.com/internacional/2014/08/24/actualidad/1408917187_424590.html (Consulté le 3 novembre).

¹¹ L'autonomie indigène (*Autonomía indígena originario campesina*) est la reconnaissance des gouvernements appartenant aux nations et peuples indigènes originaires et paysans selon leurs us et coutumes, le territoire, l'identité et le type d'organisation. La Constitution politique de l'État plurinational de Bolivie en vigueur depuis 2009, définit l'autonomie indigène paysanne originaire à l'article 289 comme « l'autogouvernement des nations et peuples indigènes originaires paysans qui partagent un territoire, une culture, une histoire, une langue, une organisation distincte ou des organisations juridiques, sociales et économiques propres » (Il s'agit de ma traduction). Il faut voir également les articles 1, 2, 31, 32, 300, 302, 305 entre autres où l'on délimite le cadre de gouvernance. Voir le portail du Ministère des autonomies http://www.gobernabilidad.org.bo/images/documentos/documentos-de-trabajo/Elecciones_de_2014_fernando_molina.pdf (Consulté le 5 novembre 2014). Voir aussi La Constitución Política del Estado Plurinacional [En ligne] <http://www.silep.gob.bo/silep/constitucion> (Consulté le 5 novembre 2014)

⁸ Voir *El país* d'Espagne www.elpais.com.co/elpais/internacional/noticias/evomorales-ante-grandes-desafios-bolivia-tras-rotundo-triunfo-urnas 13 octobre 2014. (Consulté le 4 novembre 2014)

⁹ La loi intégrale garantissant aux femmes une vie libre de violence (Traduction libre). *Ley integral para garantizar a las mujeres una vida libre de violencia*. Elle fut promulguée le 9 mars 2013.

d'autonomies indigènes au pays n'a pas varié d'un iota. Seulement deux de ces autonomies ont réussi à accomplir toutes les exigences exigées par la loi. Ces deux municipalités ont envoyé et passé l'examen constitutionnel devant le Tribunal constitutionnel après une longue analyse qui a duré deux ans : il s'agit de *San Pedro de Totora* (6 février 2014) et de *Charagua* (12 juin 2014). Actuellement, trois autres municipalités attendent de passer l'examen constitutionnel. Les municipalités qui demandent a posteriori le statut d'autonomie indigène doivent passer le test constitutionnel dans un référendum qui est actuellement bloqué par le tribunal suprême électoral. Les procédures sont tellement lourdes que la responsabilité retombe seulement sur les épaules des indigènes. C'est pour cela que les organisations indigènes proposent l'approbation d'une loi courte permettant les gouvernements autonomes indigènes et qui serait appliquée directement par les ministères concernés. Cette proposition de loi doit être approuvée par l'Assemblée plurinationale, ce qui indique que le référendum ne pourra pas se réaliser sous peu, même s'il ne concernait que les deux autonomies acceptées par le TC. En ce sens, l'autodétermination des peuples indigènes consacrée dans la Constitution politique de 2009 ne semble pas être dans le programme gouvernemental. Malgré cela, 14 municipalités et territoires indigènes sont en train d'entamer des démarches pour que leur autonomie soit concrète. La bureaucratie accablante et le manque de volonté politique semblent être les obstacles majeurs pour la concrétisation de ses autonomies qui, si elles se réalisaient, pourraient pourtant montrer que le pays est véritablement un pays plurinational. Toutefois, si les procédures

s'avèrent encore difficiles, les peuples autochtones pourraient invoquer les articles 1, 2 et 30 de la Constitution qui leur octroient le droit à l'autogouvernement et à la libre détermination selon leurs us et coutumes. Cela a été déjà mis en pratique par une municipalité, celle de Corque Marka de la nation Suyu Jach'a Karangas du département d'Oruro, où l'on a décrété de manière unilatérale l'autonomie indigène. Il serait plus pratique pour le gouvernement d'accélérer les procédures menant vers l'autonomie des territoires et municipalités indigènes plutôt que de gérer les autoproclamations de celles-ci.

Conclusion :

Le triomphe du MAS pour un troisième mandat consécutif montre la consolidation d'un parti hégémonique qui a su répondre aux attentes de plusieurs secteurs de la population bolivienne. Morales a été réélu aisément mettant 41 points de distance avec la deuxième force politique de centre droite, celle de Doria Medina. La réélection permettra, comme le souligne Morales lui-même, de consolider l'économie bolivienne — à condition évidemment que l'on sorte du rôle traditionnel d'exportateur de matières premières. Par ailleurs, les questions d'ordre social, telles que le retardement de justice et la violence contre les femmes, sont des problématiques auxquelles le gouvernement devrait s'attaquer. De plus la question des autonomies indigènes tarde à se consolider. C'est pourquoi la volonté politique des opérateurs administratifs est souvent décriée.

Direction

Mathieu Arès, professeur
adjoint, Université de Sherbrooke

Hugo Loiseau, professeur
agrégé, Université de Sherbrooke

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

Observatoire des Amériques

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télocopieur : 514 987-0397

Courriel : oda@uqam.ca

Site web : www.ameriques.uqam.ca



Rédaction

Roxana Paniagua Humeres : est professeure de
sociologie au Collège de Maisonneuve et chercheure
affiliée au REAL-CERIUM.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).